OPINION DU "NOUVEAU-MONDE,"

Organe de Mgr. de Montréal.

CORRESPONDANCE PARLEMENTAIRE.

Ottawa, 30 mai.

C'en est fait. Là trahison est consommée. L'intrigue, l'astuce et la duplicité ont triomphé du bon droit, de la justice et de l'honneur. Notre digne gouvernement se frotte les mains.

Il n'y a plus de danger maintenant. Il a si bien manœuvré que dans la lutte il n'a perdu que l'honneur et le respect de tous ceux qui ont des principes et de sincères convictions religieuses.

Mais avant d'aller plus loin, établissons les diverses phases par lesquelles a passé la question des Ecoles Catholiques du Nouveau-Brunswick, dévoilons les mystères odieux qui se sont accomplis et mettons la population de la province de Québec en mesure de juger de la valeur de quelques-uns des hommes qu'elle soutient depuis vingt ans avec un dévouement à toute épreuve.

Si cette vue rétrospective nous fait monter la honte au front et la colère au cœur, du moins pourra-t-elle indiquer la conduite que nous devons tenir à l'avenir.

Il ne sera pas nécessaire de passer de nouveau en revue la législation du Nouveau-Brunswick relativement aux écoles antérieures à l'Union, ni d'indiquer en quoi celle de 1871 en diffère essentiellement et d'une manière préjudiciable aux droits acquis et garanties des catholiques.

Nous avons déjà publié là-dessus une étude complète tendant à démontrer que la loi de 1871 est en contravention formelle avec l'esprit et la lettre de la constitution.

Lorsque la minorité conduite par ses évêques et par ses prêtres attirait sur cette législation l'attention du ministre de la Justice et lui demandait de la désavouer, le gouvernement répondit que la loi était constitutionnelle et qu'il n'interviendrait pas.

Que firent les ministres catholiques en cette circonstance ?